

La géographie du post-conflit dans les Balkans: le cas du Kosovo

Amaël Cattaruzza, maître de conférences en géographie aux écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan et Jean-Arnault Dérens, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*

Amaël Cattaruzza

La conflictualité a connu une évolution importante au XXe siècle. En effet, la gestion du conflit ne s'achève pas avec les traités de paix : opérations de maintien de la paix, reconstructions matérielles, institutionnelles, processus de réconciliation, etc. Le but du post-conflit n'est pas la victoire militaire mais de construire la paix durable dans une zone de conflits latents. On a vu, au cours des années 1990, un développement des missions de maintien de la paix avec un élargissement de leur mandat, avec des résultats plus que mitigés, comme c'est le cas au Kosovo. L'une des évolutions contemporaines de la conflictualité est la gestion par diverses institutions des situations de post-conflit. Cette « tradition » du post-conflit se développe avec l'ONU après la Seconde Guerre mondiale, mais aussi avec d'autres institutions comme l'UE, des organisations militaires et des ONG.

Dans le même temps, la gestion du post-conflit a connu une évolution en terme qualitatif, passant de la mission passive (observation) à des missions d'imposition de la paix au milieu de conflits en cours avec les casques bleus : c'est le cas du conflit yougoslave. La mission de maintien de la paix est sur une temporalité plus longue que le conflit lui-même : elle peut durer des dizaines d'années. Dans les années 1950, l'ONU avait 2 missions actives de maintien de la paix. En 2011, l'ONU a 18 missions. L'ONU n'a pas d'armée, on lui prête des forces. Les casques bleus sont considérés comme la seconde armée mondiale après les Etats-Unis, soit 120 000 hommes en 2010.

La construction de l'Etat du Kosovo et la mise en place d'un processus démocratique connaissent des résultats mitigés. Depuis juillet 2011, les Serbes ont bloqué les routes du Kosovo. Les forces de la Kfor essaient de briser ces barricades. Le Kosovo a une superficie de 10 887 km² et compte 1 730 000 habitants. Sa population est pluri-ethnique : lors du dernier recensement yougoslave en 1991, on comptait 81% d'Albanais, 9,9% de Serbes, 3% de Roms, 0,5% de Turcs, et d'autres minorités musulmanes, croates, goranis, monténégrines. Depuis 1991, la proportion de serbes a sans doute basculé vers 4-7%, selon les estimations : les chiffres sont des données qui peuvent faire l'objet de manipulations en situation de conflit, peut-être 90% d'Albanais. La déclaration unilatérale d'indépendance de 2008 a été reconnue par 84 pays dans le monde, sur les 193 pays de l'ONU.

1) Comment organiser le territoire du Kosovo après l'indépendance ? Rupture et continuité

Après l'indépendance du Kosovo, trois contestations territoriales à différentes échelles ont vu le jour : contestation internationale (non reconnaissance par la Russie, la Chine et 5 Etats européens), régionale (opposition absolue de la Serbie considérant que le Kosovo est une région sous sa souveraineté) et nationale (contestations des populations serbes dans le Nord et dans les enclaves serbes, qui refusent toute reconnaissance, et qui sont restées sous la souveraineté et institutions serbes). Sur ces territoires, on a donc deux administrations en place : une administration kosovare, et dans quelques régions, une administration complètement serbe. Cela pose la question de la souveraineté territoriale : qui est souverain au Kosovo ? La Serbie ou le Kosovo ? Comment organiser le territoire du Kosovo après l'indépendance ? Quels sont les imbroglios des enclaves serbes et du Nord-Kosovo ?

La résolution 1244 de l'ONU met fin au conflit en juin 1999 après les mois de campagnes de bombardements de l'OTAN entre mars et juin, aboutissant à un compromis à minima. Le Kosovo reste sous la souveraineté de la République Fédérale de Yougoslavie : pour Milosevic, c'est une victoire (pour lui, la souveraineté serbe est conservée), mais sous administration internationale avec une autonomie substantielle dont le but est d'avancer vers la négociation d'un statut final entre les parties, sans pour autant prononcer le mot

d'indépendance ou de souveraineté serbe.

Entre 1999 et 2002, il y a un phénomène de retour des populations albanaises et des guérilleros de l'UCK, et des discriminations sur les serbes du territoire, voire une forme de nettoyage ethnique insidieuse. Les Serbes vont alors se regrouper dans les zones où ils sont déjà majoritaires (apparition des enclaves serbes) ou immigrer vers la Serbie. L'émigration n'est pas seulement due aux pressions subies, car elle permet aussi un meilleur avenir économique, notamment à Belgrade, en particulier pour les jeunes. Le climax des exactions est situé en 2004. En mars 2004, des pogroms ont lieu sur tout le territoire du Kosovo, les Albanais prenant d'assaut les enclaves serbes. Ces pressions aboutissent à un exode vers la Serbie ou à un départ des populations serbes vers les enclaves. Ces pressions constituent une forme de revanche de la part des Albanais.

Ahtisaari, ancien président de Finlande, a pour mission entre 2006 et 2007 de trouver une solution territoriale au futur territoire du Kosovo. Il ne trouve pas de terrain d'entente entre Serbes et Albanais, mais propose un plan aux Nations Unies, qui contient entre autres 3 propositions :

- le Kosovo doit être un Etat multiethnique et démocratique (donc réintégrer toutes les minorités, dont les minorités serbes)
- le Kosovo a le droit de négocier des accords internationaux, soit une indépendance de fait
- la création de nouvelles communes pour prendre en compte les enclaves serbes et pour, par la décentralisation du pouvoir, leur donner une autonomie.

Ce plan va être la base utilisée pour l'indépendance du Kosovo. Mais, au lendemain de l'indépendance, la réintégration des enclaves serbes est un échec, avec une situation de double administration.

2) Quelle administration sur quel territoire?

Les liens des enclaves avec la Serbie sont ambigus. Les liens sont d'abord économiques: les salaires sont payés par Belgrade, le corps électoral du Kosovo compte dans le corps serbe : les Serbes du Kosovo votent aux élections serbes. Toutefois, les enclaves serbes ont un statut spécial, avec un Ministère du Kosovo et Metohija (nom serbe de la Métochie, une région qui constitue approximativement la moitié sud-ouest du Kosovo) depuis 2007, en charge de la gestion administrative du Kosovo. Le Kosovo fait toujours partie du territoire serbe tout en ayant un statut spécial, ce qui est à double tranchant. Cela a permis au début permet de maintenir des liens forts notamment avec des primes de localisation, avec un quasi double salaire, qui permet le maintien de population serbe au Kosovo. Mais depuis la crise économique et le changement politique en Serbie, les Serbes du Kosovo perdent un à un les privilèges qu'ils avaient vis-à-vis de la Serbie. L'enclave de Strpce est un exemple intéressant. L'enclave a deux maires serbes : un maire payé par Belgrade et un autre maire serbe acceptant de travailler pour les institutions de Pristina.

Après l'indépendance, en termes juridiques, seule la résolution 1244 a une valeur avec la Minuk (Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo), mais le plan Ahtisaari a créé une nouvelle institution (l'ICO, l'Office Civil International). Aujourd'hui, 2 constitutions territoriales se superposent : la résolution 1244 toujours en vigueur, et la résolution du plan Ahtisaari, qui n'a pas de réelle valeur juridique, mais qu'on a demandé au gouvernement de mettre en place. On peut ajouter la mission de l'UE (EULEX) sur le volet civil de l'indépendance du Kosovo, qui devait s'appliquer sous l'égide du plan Ahtisaari, mais qui s'applique sous l'égide de la résolution 1244. La situation est inextricable.

Le Nord Kosovo n'a pas vu de grandes différences avec l'indépendance, cette dernière n'ayant pas changé les liens avec la Serbie, compte tenu de l'impossibilité pour le Kosovo d'ériger des postes frontières. Les enclaves serbes, au milieu du territoire albanais, sont dans un sentiment de délaissement de la part de la Serbie, et ne voient leur avenir que sous l'égide du Kosovo. Le Nord Kosovo a le sentiment d'être le leader des Serbes du Kosovo. La question de la partition pose de nombreux problèmes : pour la Serbie, poser la question de la

partition équivaut à reconnaître l'indépendance du Kosovo. Pour les institutions internationales, ce serait abandonner le credo de la multiethnicité du Kosovo, concept de base du nouvel Etat. Les petites enclaves sont peut-être amenées un jour à réintégrer le Kosovo.

La division internationale autour de la question du Kosovo entretient le conflit : chaque acteur se sent encore légitime car il trouve des soutiens au niveau international. Ainsi, la Russie et la Chine sont considérées comme des soutiens par les Serbes alors que les Etats-Unis le sont par les Albanais. L'Europe quant à elle reste divisée sur la question de la reconnaissance du Kosovo.

Voilà donc présenté l'une des caractéristiques de ces zones de post-conflit dans lesquelles le conflit se prolonge par d'autres manières (appropriation du paysage symbolique, par drapeaux, alphabets, édifices religieux etc. ; structures administratives concurrentes impossibles à réformer et qui finissent par auto-nourrir des conflits structurels ; divisions internationales légitimant les acteurs en conflit). Le Kosovo est en ce sens révélateur de ces régions dans lesquelles des situations pensées au départ comme temporaires (*state-building*, maintien de la paix, sécession, etc.) se figent dans un « ordre » conflictuel durable, car des acteurs de part et d'autres réussissent à tirer profit de ce flou politique et territorial.

Jean-Arnault Dérens

Le Nord du Kosovo est dans un état d'insurrection et de siège depuis le 25 juillet 2011: les soldats de la KFOR tiennent les routes (mais on peut les contourner par les montagnes !). On a compté au maximum quatre soldats de l'ONU par km² mais ils n'ont jamais rien contrôlé. Pristina a voulu reprendre le contrôle des deux postes frontières entre le Nord du Kosovo et la Serbie. L'opération avait peu de chances de réussir. Les gens se sont mobilisés contre les forces spéciales. Des douaniers sont arrivés en hélicoptère le 6 septembre, avec un douanier par poste frontière, protégé par 20 soldats d'EULEX, contrôlant 40 m² autour du poste.

Le gouvernement du Kosovo ne contrôle pas le Nord. Les Serbes du Kosovo ne reconnaissent pas le Kosovo. Pour Pristina, il est question de souveraineté, mais elle n'est pas reconnue par les populations serbes, qui ne voient dans le poste frontière qu'un poste de contrôle administratif. La Serbie joue double jeu, car a établi un régime douanier spécifique pour le Kosovo. La contrebande finance les partis kosovars. En réplique du 25 juillet, Belgrade a supprimé le statut spécial de droit de douane, pour lutter contre la contrebande. D'un point de vue douanier fiscal, le Kosovo est réintégré dans la Serbie, décision saluée par les pays européens qui ne reconnaissent pas l'indépendance du Kosovo. La partition du Kosovo n'a jamais été aussi proche.

Le vrai problème est pour les Albanais qui ont, pour voyager, le passeport serbe. Il est seul reconnu à l'extérieur, le passeport du Kosovo étant le plus mauvais du monde. Il vaut mieux avoir un passeport somalien (avec un passeport de Somalie, on peut aller dans 17 pays). La qualité d'un passeport se juge au nombre de pays dans lequel on peut se rendre sans visa avec ce passeport avec un passeport du Kosovo, on peut se rendre en Albanie, en Macédoine, au Monténégro. Partout ailleurs, il faut un visa. En Serbie, le passeport du Kosovo n'est même pas reconnu. Tous les Albanais du Kosovo ont donc également deux passeports pour pouvoir voyager.

L'échec est économique et diplomatique : l'indépendance du Kosovo n'est reconnue nulle part. Le Kosovo n'est pas membre de l'ONU, de la FIFA, de l'UEFA,.... Ce pays manque de symboles. Pour les Albanais du Kosovo, leur pays est l'Albanie. Ne pas être reconnu, c'est aussi ne pas pouvoir se déplacer,... Ce fiasco n'est pas le fiasco de Pristina mais le fiasco des pays qui ont poussé à l'indépendance de 2008 (USA, France, Royaume-Uni), qui n'ont même pas convaincu tous les membres de l'Union européenne. Si EULEX est incapable de fonctionner, c'est aussi du fait que l'ensemble des pays européens ne reconnaît pas le Kosovo : un fonctionnaire français d'EULEX peut travailler avec un fonctionnaire espagnol, qui ne reconnaît pas l'indépendance du Kosovo... Comment aider le Kosovo à se construire comme un Etat de droit (qui est la mission d'EULEX) si vous ne savez même pas si le Kosovo est un Etat ? Il y a une contradiction. La population

albanaise souhaitait ne plus dépendre de la Serbie et vivre normalement, deux points sur lesquels il y a échec. Le vrai problème est cette population albanaise du Kosovo, à qui on avait promis monts et merveilles et qui n'a rien obtenu. Il y aura sans doute une explosion sociale, bien plus importante que la question serbe.

Compte-rendu : Erwan Le Goff et Amaël Cattaruzza